



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestation de service de collecte, enlèvement,
transport, valorisation et traitement des déchets
avec mise à disposition de contenants adaptés**

Lots 1, 2 et 3

Institut Supérieur de l'Aéronautique et de l'Espace
10 Avenue Marc Pégélin
BP 54032
31055 TOULOUSE CEDEX 4

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|--|----------------------------------|--|
|  | Objet | Prestation de service de collecte, enlèvement, transport, valorisation et traitement des déchets avec mise à disposition de contenants adaptés |
|  | Type de contrat | Accord-cadre |
|  | Nombre de lots | 3 |
|  | Tranches optionnelles | Sans tranches optionnelles |
|  | Clauses sociales | Avec (lot2) |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | Défini par lot |
|  | Reconduction | Avec |
|  | Prix | Prix forfaitaires et prix unitaires |
|  | Variation des prix | Avec |
|  | Avance | Sans |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat..... | 4 |
| 1.3 - Type d'accord-cadre..... | 4 |
| 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande | 4 |
| 1.5 - Réalisation de prestations similaires..... | 5 |
| 1.6 - Développement durable | 5 |
| 1.7 - Objectif d’insertion professionnelle (Lot 2) | 5 |
| 2 – Pièces contractuelles | 7 |
| 3 - Durée et délais d'exécution | 7 |
| 3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations | 7 |
| 3.2 - Durée du contrat | 7 |
| 3.3 - Reconduction | 7 |
| 3.4 – Délais d’exécution des prestations..... | 7 |
| 4 - Prix..... | 8 |
| 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 8 |
| 4.2 - Modalités de variation des prix | 8 |
| 5 - Garanties Financières | 9 |
| 6 - Avance | 9 |
| 7 - Modalités de règlement des comptes..... | 9 |
| 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 9 |
| 7.2 - Présentation des demandes de paiement..... | 9 |
| 7.3 - Délai global de paiement | 10 |
| 7.4 - Paiement des cotraitants | 10 |
| 7.5 - Paiement des sous-traitants..... | 10 |
| 8 - Conditions d'exécution des prestations..... | 10 |
| 9 – Constatation de l’exécution des prestations | 11 |
| 9.1 - Vérifications | 11 |
| 9.2 - Décision après vérification | 11 |
| 10 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) | 11 |
| 11 - Pénalités..... | 11 |
| 11.1 - Pénalités de retard..... | 11 |
| 11.2 - Pénalités relatives à l’insertion (LOT2)..... | 11 |
| 12 - Assurances | 11 |
| 13 – Clause de réexamen | 12 |
| 14 - Résiliation du contrat..... | 12 |
| 14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre..... | 12 |
| 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 12 |
| 15 - Règlement des litiges et langues..... | 13 |
| 16 - Dérogations..... | 13 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations de service de collecte, enlèvement, transport, valorisation et traitement des déchets avec mise à disposition de contenants adaptés

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

10 avenue Marc Pégélin - BP54032

31055 TOULOUSE

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|---|
| 01 | Mise à disposition de contenants et enlèvement des déchets à l'extérieur des bâtiments : 5 flux (papier, carton, plastique, bois, métaux excepté le verre), déchets résiduels, ordures ménagères et D3E |
| 02 | Mise à disposition de contenants et enlèvement des déchets à l'intérieur des bâtiments pour papier, tous emballages, biodéchets et ordures ménagères |
| 03 | Mise à disposition, location et collecte des conteneurs et traitement des déchets dangereux collectés |

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent marché est passé sous une forme composite correspondant pour partie à un marché ordinaire et pour partie à un accord cadre mono-attributaire selon l'article L.2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Il comprend deux types de prestations :

- Pour le lot 1 : des prestations fixes et programmées, conclues à prix forfaitaire (poste1, part du marché ordinaire)
- Pour les 3 lots : des prestations occasionnelles, conclues à prix unitaire (poste 2, part correspondant à un accord cadre s'exécutant par émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article R.2162-13 et l'article R.2162-14).

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 6 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.6 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Respect des tris sélectifs des déchets,
- Participation à la mise en œuvre des tris sélectifs,
- Réduction de la consommation de ressources non renouvelables.

1.7 - Objectif d'insertion professionnelle (Lot 2)

En application des articles L 2112-2 et L2152-7 du Code de la commande publique, le présent marché comporte des clauses visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

Au-delà de l'exigence des volumes horaires minimum, le pouvoir adjudicateur souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause. Ceci constitue une prestation accessoire à l'objet principal du marché.

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Les personnes concernées sont :

* En priorité les habitants des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville

- ✓ Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) et ayant travaillé moins de 455 heures dans les 12 derniers mois,
- ✓ Les allocataires du R.S.A. (en recherche d'emploi) ou leurs ayants droits
- ✓ Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi
- ✓ Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité
- ✓ Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- ✓ Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail¹ ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance.
- ✓ Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans (inscrits au Pôle Emploi)

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé du Service Public de l'Emploi.

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les chargés de mission clause d'insertion.

Les profils retenus devront être validés obligatoirement avant leur prise de poste.

Il leur sera obligatoirement réservé, à l'occasion de l'exécution du marché, au minimum :

| Désignation | Nombre d'heures d'insertion minimales |
|-------------|---------------------------------------|
| LOT 2 | Sans heures minimum |

Modalités de mise en œuvre :

L'entreprise pourra :

- soit recruter directement,
- soit confier à une ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion), à un GEIQ (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification), à une AI (Association Intermédiaire), ou à une ETT (Entreprise de Travail Temporaire), un certain nombre d'heures de mise à disposition de personnel pour la réalisation des travaux ou des prestations de services,
- soit co-traiter ou sous-traiter une partie des travaux ou des prestations à une EI (Entreprise d'Insertion).

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

Cellule clause sociale d'insertion de TME (Toulouse Métropole Emploi) :

csoccitanie@nova-emploi.fr

Suivi et bilan de l'action d'insertion

La *Cellule clause sociale d'insertion de TME (Toulouse Métropole Emploi)* procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

La structure porteuse du contrat de travail transmettra au chargé de mission clauses d'insertion les justificatifs suivants avant le 12 de chaque mois :

- contrat de travail
- relevé d'heures mensuel mentionnant l'accompagnement socio-professionnel.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance par un opérateur, les heures d'insertion seront comptabilisées à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission pourra être amené à participer. Le chargé de mission suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

Conformément au règlement général pour la protection des données (RGPD) en vigueur, le titulaire est informé que la gestion des données relatives à la clause sociale sera confiée à Cellule Insertion. Ces données seront traitées dans le logiciel UP' Clause qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

Le titulaire du présent marché s'engage à informer les salariés valorisés dans le cadre du dispositif Clauses sociales du présent marché :

- que leurs coordonnées seront enregistrées dans la base d'exploitation dudit logiciel à des fins exclusives de traitement des données relatives à la clause sociale.
- qu'en application de la loi informatique et libertés, ils disposent d'un droit d'accès, de retrait de modification des données qui les concernent.

Ces droits s'exercent sur simple demande par voie postale auprès de Cellule Insertion qui en informe le maître d'ouvrage.

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaires), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement pour quelque raison que ce soit. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

Bilan

Après la réception des travaux ou à l'issue de la prestation, le chargé de mission clauses d'insertion restituera au maître d'ouvrage et à l'entreprise un bilan de l'action d'insertion. Pour les marchés reconductibles ou pluriannuels, un bilan intermédiaire sera édité à la fin de chaque année. Le bilan de

l'action menée par l'entreprise relativement à ses engagements et au présent CCAP sera tant quantitatif que qualitatif. Les perspectives éventuelles pour le salarié en insertion seront établies. Une attestation sera établie également

2 – Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières (BPU et DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée globale (reconductions comprises) prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 4 ans.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 31/08/2021

3.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la plus tardive des deux dates :

- Pour le lot 1 : date de notification du contrat ou 31/08/2025
- Pour le lot 2 : date de notification du contrat ou 31/08/2025
- Pour le lot 3 : date de notification du contrat ou 08/09/2025

3.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Pour chaque lot, le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

3.4 – Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des prestations forfaitaires du marché sont fixés comme suit :

| LOT(S) | Nature de la prestation | Délai | Point de départ du délai | Livrable/ pièce justificative attendus |
|---------------|---|-----------------------|--|--|
| 1 | Planification annuelle des rotations bacs ordures ménagères, papier et carton | 10 jours ouvrés avant | Date anniversaire | Planning semestriel prévisionnel |
| Tous les lots | Devis prestations listées au BPU | 7 jours calendaires | Demande de devis par courriel/sur le portail | Devis conforme au BPU |
| Tous les lots | Devis « autres prestations » au BPU | 10 jours calendaires | Demande de devis par courriel/sur le portail | Devis |
| Tous les lots | Transmission ou mise à disposition sur portail des justificatifs (bons de pesée, bordereaux de suivi) | 10 jours ouvrés | Date d'enlèvement des déchets | Document réglementaire |
| 1 et 2 | Réunion annuelle de suivi | 5 jours ouvrés | Date de la réunion | Rapport annuel |

| | | | | |
|---------------|---|--------------------------------------|--------------|----------------------------|
| | | avant | | |
| Tous les lots | Remplacement de contenants défectueux ou hors d'usage | Précisé dans l'OT (ordre de travail) | Date de l'OT | Mise en place du contenant |

Pour les prestations unitaires des 3 lots, le délai sera précisé dans le devis.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par :

- Des prix forfaitaires définitifs pour les prestations récurrentes du lot 1 décrites à l'article 5.1 du CCTP. Le montant de la partie forfaitaire est établi sur la base de l'offre du titulaire, conformément aux prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).
- Des prix unitaires définitifs pour les prestations ponctuelles des lots 1, 2 et 3, décrites aux articles 5.2, 6 et 7 du CCTP. Le montant des commandes sera établi sur la base de l'offre du titulaire, conformément aux prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

La partie à prix unitaire s'exécutera dans les limites du montant maximum, tel qu'indiqué dans les actes d'engagement de chaque lot.

Les prix indiqués sur la DPGF et au BPU comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCTP. Aucune facturation de supplément ne sera acceptée.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mai /2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

La demande de révision des prix est à l'initiative du titulaire. Il adresse sa demande au service des achats. Cette demande doit intervenir dans un délai d'un mois précédant la date anniversaire de la notification du marché.

La révision se formalise par la communication du bordereau de prix unitaires (BPU) et/ou de la décomposition des prix globaux forfaitaires (DPGF) au format Excel présentant les prix initiaux, les prix révisés, les formules de calcul (accessibles et modifiables).

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché par application de la formule suivante :

➤ Pour les lots 1 et 2 :

$$C_n = 0,10 + [0,80 * (ICMO3 (n) / ICMO3 (0))] + [0,10 * (1870T (n) / 1870T (0))]$$

Dans laquelle :

C_n = Coefficient de révision

(n) = Valeur de l'indice de référence au mois n

(0) : Valeur de l'indice de référence au mois zéro

ICMO3: Indice trimestriel du coût de la main d'œuvre de collecte des ordures ménagères (charges comprises)

1870 : Indice Gazole – Prix à la consommation France

➤ Pour le lot 3 :

$$C_n = 0,10 + [0,80 * (CPF 38.12 (n) / CPF 38.12 (0))] + [0,10 * (1870T (n) / 1870T (0))]$$

Dans laquelle :

C_n = Coefficient de révision

(n) = Valeur de l'indice de référence au mois n

(0) : Valeur de l'indice de référence au mois zéro

Les indices « n » sont lus 1 mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre. La révision définitive des prix s'opère sur la base du dernier indice définitif connu à la date de la révision. Aucune variation provisoire ne sera admise. Toute période de révision oubliée ne sera pas prise en compte de manière rétroactive.

Les calculs sont effectués avec un maximum de quatre décimales après la virgule. Le coefficient final sera arrêté au dixième supérieur pour une 5ème décimale comprise entre 5 et 9. Si la 5ème décimale est comprise entre 0 et 4, la décimale qui précède reste inchangée. Le résultat du calcul pourra quant à lui faire l'objet d'une troncature au centime d'euros.

En cas de changement, par l'INSEE de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec un coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalités.

En cas de suppression, par l'INSEE, d'un indice et de son remplacement par un indice unique, avec un coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié au titulaire, par ordre de service (cf article 12 du CCAP). Le titulaire disposera d'un délai de 30 jours pour formuler par écrit son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'indice connue comme définitive, publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce, ainsi que les informations suivantes, obligatoires pour déposer les factures sur le portail dédié :

- le numéro de SIRET de l'ISAE-SUPAERO : **130 004 278 00011**, qui permet d'identifier l'ISAE SUPAERO en tant que destinataire de la facture ;
- le code service "**FACTURES avec ENGAGEMENT**" ;
- le **n° d'engagement** correspond au n° du bon de commande émis par l'ISAE ou au numéro EJ figurant sur la page de garde de l'acte d'engagement pour les marchés conclus à prix forfaitaires (**numéro au format 450000xxxx**).

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

9 – Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

10 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ISAE-SUPAERO, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'ISAE-SUPAERO pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque les délais contractuels d'exécution ou de livraison exprimés à l'article 3.4 du CCAP sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 50€HT par jours de retard.

Pour la transmission des justificatifs, la pénalité forfaitaire encourue est de 50€HT par document non transmis.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

11.2 - Pénalités relatives à l'insertion (LOT2)

Un bilan négatif du nombre d'heures effectivement consacrées à l'insertion par rapport au contenu de l'engagement quantitatif entraînera l'application d'une pénalité égale à 50 € par nombre d'heures d'insertion ou de formation non réalisées,

La non-transmission des justificatifs mensuels qui doivent être fournis par le titulaire du marché entraînera une pénalité de 150 € par justificatif mensuel quantitatif non transmis avant le 12 du mois suivant le mois concerné.

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue

13 – Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, au titre du présent marché public et pendant toute la durée de son exécution, il est convenu entre les parties de procéder à un réexamen pour tenir compte des évolutions tenant au marché dans les cas suivants :

- ajout de **référence au bordereau des prix** pour des besoins devenus récurrents, dans la limite de 5 références par année et par lot.
- correction d'une erreur matérielle** manifeste dans la rédaction des pièces du marché (contradiction, ambigüité, erreur de frappe, répétition, oubli de mots ou de chiffres, etc.)
- remplacement d'un indice** de variation des prix en cas d'arrêt de publication. Dans ce cas, l'ordre de service précisera l'indice de substitution et le coefficient de raccordement à appliquer.
- évolution de la législation ou de la réglementation**, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité ou de la législation relative à la protection de l'environnement, des données personnelles
- cas particulier de la TGAP** (taxe générale sur les activités polluantes) : le montant de cette taxe évolue chaque année au premier janvier, elle impacte plusieurs prix du forfait ou des BPU. Pour que les prix du marché soient modifiés, le titulaire transmet la DPGF et/ou le BPU modifiés au service achats qui acte les nouveaux tarifs par ordre de service.
- nécessité d'adapter les **modalités de règlement des comptes**

Le réexamen se fera par ordre de service adressé au titulaire du marché et précisera le ou les motifs de réexamen. Il produira ses effets dès réception par le titulaire du marché de la notification de l'ordre de service.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- L'article 3.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services